

Journée d'étude

*Genre, temporalités, pratiques des espaces :
quels outils, quelles approches, pour quels types de territoires*

29 janvier 2014

Le Mans – Université du Maine – Salle de réunion MSHS

La question du temps, des temporalités, des rythmes, articulée à celle des pratiques des espaces publics, est centrale dans la séparation/ hiérarchisation au principe du genre (comme système social). Si ces dimensions temporelle et spatiale ont été de longue date interrogées par les recherches féministes et, plus récemment, par les recherches urbaines, elles sont peu mobilisées dans l'analyse des milieux ruraux ou périurbains. Or les méthodologies mises au point pour appréhender les différenciations sexuées de ces pratiques en milieu urbain ne peuvent être dupliquées en l'état dans d'autres espaces. L'objectif de cette journée est de réfléchir à ces aspects méthodologiques pour répondre à la question « comment appréhender les rapports sociaux de sexe à travers les pratiques spatio-temporelles en milieu rural ou périurbain, à partir des expériences de la recherche urbaine ». Pour cela elle s'appuiera sur des exposés de spécialistes et laissera une large place aux échanges et à la réflexion collective.

Cette journée clôture la recherche exploratoire financée par le GIS Institut du genre en 2013 « Territoires et fabrique du genre : Pratiques spatiales et temporalités quotidiennes des femmes et des hommes en milieu rural et périurbain » coordonnée par Érika Flahault (Université du Maine, ESO Espaces et Sociétés UMR CNRS 6590) et elle s'inscrit dans le programme régional GEDI - Genre et discriminations.

Journée d'étude

*Genre, temporalités, pratiques des espaces :
quels outils, quelles approches, pour quels types de territoires*

29 janvier 2014

Le Mans – Université du Maine – Salle de réunion MSHS

9h00 – 9h15

Café d'accueil

9h15 – 10h00

Introduction

Érika Flahault (ESO UMR 6590, Le Mans)
Monique Bigoteau (géographe, ESO, Nantes)
Annie Dussuet (sociologue, CENS, Nantes)
Marie-Laure Déroff (sociologue, LABERS, Brest)

10h00 - 11h30

Genre, temporalités et pratiques des espaces : des travaux sur la ville aux recherches sur les petites localités, quels transferts d'outils et de concepts possibles ?

Monique Haicault (sociologue, LEST, Aix-Marseille)
Nadine Cattan (géographe, Géographie-cités, Paris)

11h30 – 12h15

Débat

12h15 – 13h30

Déjeuner

13h30 – 15h00

Mobilité, modes de vie et genre en périurbain et espace rural : entre captivité et opportunités ?

Marie-Laure Déroff (sociologue, LABERS, Brest)
Lionel Rougé (géographe, ESO, Caen)

15h00- 15h30

Pause

15h30 – 17h30

Débat général - Du périurbain à l'espace rural : Comment appréhender les rapports sociaux de sexe à travers les pratiques spatio-temporelles ?

Discutantes
Sylvette Denèfle (sociologue, CITERES, Tours)
Raymonde Séchet (géographe, ESO, Rennes)

Journée d'étude organisée avec le soutien du Gis institut du Genre et de l'UMR CNRS 6590 Espaces et Sociétés - ESO

Journée d'étude

Genre, temporalités, pratiques des espaces : quels outils, quelles approches, pour quels types de territoires

29 janvier 2014

Le Mans – Université du Maine – Salle de réunion MSHS

Résumés

Genre, temporalités et pratiques des espaces : des travaux sur la ville aux recherches sur les petites localités, quels transferts d'outils et de concepts possibles ?

Monique Haicault (sociologue, LEST, Aix-Marseille) : *Les notions conceptualisées, de charge mentale, de rapports sociaux de sexe et de genre, de nouveaux temps sociaux observables dans les politiques temporelles des villes, constituent-elles des outils et des moyens mobilisables dans tout type d'espace ?*

Pour apporter une contribution à la Journée d'études « Genre, temporalités et pratiques de l'espace » qui se tient à l'Université du Maine, je vais présenter quelques outils, quelques concepts forgés, enseignés, mis en œuvre au cours de plusieurs décennies d'enseignement et de recherches, qui peuvent être mobilisés, même si certains sont - et c'est tant mieux- encore en travail.

Pour être transférables sur de nouveaux objets, de nouveaux types d'espaces habités, circulés, comme le périurbain ou l'espace rural, il est bon de les revisiter.

C'est pourquoi je serai amenée à présenter brièvement dans quel contexte ils ont été forgés, à dégager les significations qu'ils ont pu prendre, ainsi que les méthodologies d'investigation qui ont permis de les faire émerger et de les construire.

Il s'agit de trois ensembles d'outils conceptuels et/ou de champs d'observation.

- Un premier ensemble autour de la notion de charge mentale du travail de gestion des espaces temps des femmes actives, une charge qui s'est alourdie par la pression temporelle due à la pluralité discordante des nouveaux temps sociaux dont il convient de spécifier l'ampleur et le caractère éminemment social.

- Un deuxième ensemble autour du concept de rapports sociaux de sexe, assorti de trois usages du genre, afin d'identifier leurs marques respectives dans les configurations spatio-temporelles des pratiques sociales de mobilité urbaine.

- Un troisième ensemble autour de la place occupée par les femmes, en tant que sujets sociaux et politiques, dans les politiques temporelles des villes, selon une approche de la question qui s'attache, soit aux dispositifs mis en place, comme les Bureaux des temps (le cas de Rennes), soit aux signes urbains comme témoins des aménagements temporels (le cas de Marseille), soit aux actions citoyennes comme la création de la Commission Consultative « Les femmes et la ville »,

avec notamment, les « marches exploratoires » (le cas de Liège).

Ce dernier point sera abordé au moyen de vidéo effectuées dans trois villes : Rennes, Marseille, Liège (dont on visionnera des extraits des 3 montages).

Nadine Cattan (géographe, Géographie-cités, Paris) : *Genre et mobilité. Une lecture critique des concepts spatiaux*

L'objectif de cette communication est double. Il s'agit d'abord de comprendre pourquoi les recherches en sciences sociales sont « a-mobiles » (Urry 2006) et accordent beaucoup plus d'attention à l'étude des territoires, des frontières et des paysages (Cresswell 1996). Il s'agit ensuite de montrer comment une entrée par le genre et les pratiques de mobilité apporte de nouveaux éclairages dans la (re)construction des concepts spatiaux et de leurs représentations. Les réflexions sont menées dans des espaces urbains et métropolitains, en Ile-de-France et à Beyrouth, et la discussion permettra de comprendre comment les transferts de méthodes et de concepts peuvent être envisagés et, de mettre en évidence les apports pour la compréhension des dynamiques territoriales dans leur ensemble.

Ma communication est organisée en trois parties :

1. Je mets tout d'abord en lumière, de manière très synthétique, les pesanteurs symboliques et idéologiques qui sous-tendent la plupart des représentations dominantes du fait territorial.
2. Je réinvestis les concepts de lieu et d'espace à partir d'une étude sur les pratiques spatiales de femmes employées de maison à Beyrouth. S'il est aujourd'hui de bon ton de parler de la féminisation des migrations internationales et si les travaux qui intègrent ces mobilités et leurs enjeux sont plus nombreux depuis une dizaine d'années, les mobilités des femmes, et en particulier non qualifiées et à bas salaires, sont toujours perçues comme n'ayant qu'un très faible impact, si ce n'est aucun, sur les espaces qu'elles traversent et qu'elles fréquentent. Le présupposé sous-jacent est que ces mobilités relèvent de la sphère privée ne concernant pas les espaces productifs visibles, espaces du pouvoir, des finances et de l'économie.

L'étude présentée place la mobilité de femmes employées de maison au centre des réflexions. Elle s'intéresse à un flux « Sud/Sud » du Sri Lanka vers le Liban. En analysant les pratiques spatiales de ces femmes sri-lankaises à Beyrouth, cette étude a pour objectif de montrer comment cette mobilité à statut spécifique participe de l'hybridation des territorialités dans la ville et contribue à transformer le paysage urbain. L'identification de trois catégories de lieux de visibilité des sri lankaises dans l'espace beyrouthin conduit à mettre en évidence des territorialités originales qui brouillent nos lectures stéréotypées de l'urbain. La présence de cette population étrangère, partout dans la ville, conduit à des transformations durables ou éphémères du paysage qui sont autant de témoins diffus du cosmopolitisme de Beyrouth. Il est en effet difficile de parler d'espaces d'exclusion/intégration, de centres/périphéries, pour qualifier les lieux de visibilité de ces femmes. On est loin à la fois de l'antimonde et de l'hétérotopie parce que l'imbrication des situations de marginalités et de centralités, la confrontation à l'altérité, et les potentialités d'interaction sont partout présentes dans chaque déplacement et chaque type de lieu fréquenté. L'accès de ces femmes à la ville appelle à de nouvelles interprétations des espaces publics et de l'urbain dans son ensemble.

La notion de trans-territoire est proposée pour qualifier les lieux de visibilité des femmes sri-lankaises à Beyrouth. Un trans-territoire qui, d'une part, associe les caractéristiques propres du lieu lui-même aux spécificités des liens qui le relie avec l'extérieur et, d'autre part, intègre l'ensemble des échelles des espaces-temps permet de repenser la notion de lieu en termes de processus. Cette étude met en lumière le sens d'une inscription des lieux dans une dynamique plus relationnelle des sociétés conduisant à souligner l'importance d'une réhabilitation de l'éphémère dans nos savoir-penser les territoires.

3. La mise en évidence d'une différenciation spatiale, selon le genre, des pratiques de mobilité quotidienne constitue le troisième point de ma communication. Outre atlantique, outre Manche et dans les pays de l'Europe du nord, nombreux sont les travaux en géographie qui montrent que les dynamiques de la mobilité sont spatialement différenciées selon le genre et tentent d'en comprendre les raisons et les conséquences (Hanson, Johnston 1985 ; Blumen 1994). Le sujet le plus fréquemment mobilisé concerne la longueur des trajets quotidiens pour l'emploi. Il est aujourd'hui banal de souligner que les déplacements des femmes entre leur lieu de résidence et leur lieu de travail sont globalement plus courts que ceux des hommes. Ce constat est vérifié pour plusieurs aires métropolitaines nord-américaines et européennes (Madden 1981 ; Fagnani 1983 ; Hanson, Pratt 1988 ; Villeneuve, Rose 1988 ; Coutras 1997 ; Thomas, Villeneuve 1998 ; Lemelin, Gatignol 1999). Mais les raisons de ce phénomène ne sont pas encore clairement explicitées. Bien que les travaux empiriques ne fournissent pas de résultats convergents, il est encore communément admis, et la littérature scientifique continue de s'en faire l'écho, que les plus courtes navettes féminines sont prioritairement à mettre en relation avec les responsabilités et les tâches familiales et ménagères des femmes. Ces hypothèses explicatives n'échappent pas aux représentations dominantes qui continuent de renvoyer « naturellement » l'emploi des femmes à la sphère privée et domestique, dépendant de sa situation familiale, et l'emploi des hommes à la sphère publique, et productive, dépendant de conditions exogènes économiques (Hanson, Pratt 1988).

Depuis une vingtaine d'année, un ensemble conséquent de travaux remet régulièrement en cause ces hypothèses en montrant que la situation personnelle, particulièrement la présence ou l'absence d'enfants, ne modifie pas les comportements de mobilité des femmes, notamment en termes de distances parcourues entre le domicile et le lieu d'emploi (Hanson, Johnston 1985 ; Thomas, Villeneuve 1998 ; Blumen 1994). L'inégale longueur des trajets féminins résulte d'une combinaison de facteurs qui va de la segmentation genrée du marché de l'emploi, à l'accès différencié selon le genre aux différents modes de transports, à la variabilité entre les femmes et les hommes des revenus annuels, toutes choses égales quant à la qualification et au poste occupé.

L'étude présentée montre qu'en Île-de-France la structure spatiale des déplacements domicile-travail est non seulement fortement différenciée selon le genre mais que la mobilité des femmes d'une catégorie socioprofessionnelle donnée ressemble plus à la mobilité des femmes d'une autre catégorie qu'à celle des hommes de la même catégorie. Ce résultat marque un temps fort puisqu'il nuance fortement certains acquis de l'écologie urbaine qui continuent à considérer que les composantes sociales des individus comptent plus que les caractéristiques liées au sexe de ces personnes.

Par ailleurs, l'identification dans la région francilienne de pôles où l'emploi est majoritairement concentré dans des activités qualifiées de féminines et de masculines, selon une méthodologie mise au point par Susan Hanson et Geraldine Pratt (1994), permet ensuite de mettre en lumière le fait que les femmes et les hommes franciliens travaillent dans des lieux qui ne se recouvrent pas. Cette forte segmentation spatiale des lieux d'emploi selon le genre est un facteur explicatif essentiel des différentiels genrés de la longueur des trajets domicile-travail. Cela est d'autant plus vérifié pour les déplacements des femmes et des hommes qui résident et travaillent dans le périurbain. Ces réinterprétations replacent les représentations liées au travail des femmes dans la sphère du marché de l'emploi et non plus uniquement dans celle du privé.

Mobilité, modes de vie et genre en périurbain et espace rural : entre captivité et opportunités ?

Marie-Laure Déroff (sociologue, LABERS, Brest)

Après une présentation d'une précédente étude portant sur les usages parentaux des modes de garde et dont les résultats ont nourri pour partie le projet de recherche « Territoires et fabrique du genre »¹, je propose d'exposer différentes questions d'ordre méthodologique posées par une première phase exploratoire de la recherche.

Dans le cadre d'une recherche portant sur les logiques d'usage parentales des modes de garde, dont nous savons qu'elles résultent de la combinaison complexe de divers facteurs (dont des contraintes objectives en matière d'offre)², une étude³ a été menée à l'échelle d'un territoire CAF présentant un fort contraste entre une ville centre regroupant une offre diversifiée (crèches, halte-garderie, assistantes maternelles) et des territoires ruraux ou périurbains très peu équipés en structures collectives et avec, parfois, peu d'assistantes maternelles. Cette étude réalisée auprès de parents de jeunes enfants non usagers⁴ de modes de garde a permis de repérer les effets combinés de l'éloignement des centres urbains et du positionnement des femmes sur le marché du travail, menant à renégocier les conditions de leur activité professionnelle.

Dans le cadre de cette précédente étude, l'implantation résidentielle des familles en zone urbaine, rurale ou péri-urbaine constituait l'un des critères retenus dans la constitution de la population d'enquête, comme outil de diversification. Et il importait bien sûr de considérer les éventuels effets des inégalités entre territoires en matière d'offre de modes de garde. Si cette première étude a permis d'appréhender le territoire pour ce qu'il définit d'opportunités et de contraintes qui pèsent dans le « champ des possibles », l'entrée par la question des modes de garde tendait à focaliser le regard sur les contraintes de ces territoires ruraux, du fait des inégalités objectives de l'offre.

Dans le cadre du projet de recherche Gis Genre « Territoires et fabrique du genre », l'étude portant sur les ménages résidant en zones rurales vise à mieux appréhender les contraintes et les opportunités d'une (dé)localisation résidentielle en milieu rural, plus particulièrement pour les femmes.

Des entretiens exploratoires ont été réalisés auprès de femmes en couple, mères de jeunes enfants, de milieux populaires et classes moyennes. Le critère relatif à l'âge des enfants a été retenu en raison d'un souci de comparabilité avec les entretiens réalisés dans le cadre de la précédente étude et en raison des besoins/demandes de services socio-éducatifs des familles propres aux âges des enfants - services que nous savons être plutôt concentrés dans les pôles urbains. Dans cette phase exploratoire, nous n'avons pas retenu un terrain particulier comme une commune, un bassin de vie... Les entretiens nous ont menée de communes du littoral finistérien au centre Bretagne. A l'issue de cette première étape de la recherche, différents constats s'imposent et différentes questions se posent :

- Vivre en zone rurale : ancrage ou résultat d'une migration de l'urbain vers le rural, modifie le rapport au territoire, à ses contraintes/opportunités et vision relative.

- 1 Projet dont l'objectif général est « d'analyser les pratiques spécifiques et différenciées des femmes et des hommes sur ces territoires (en termes de genre : séparation/hierarchisation) ; montrer comment le territoire participe de la construction de la norme de genre ou au contraire favorise les écarts à la norme, voire la subversion de cette norme »
- 2 Recherche menée en collaboration et soutenue par la CAF Nord-Finistère. A noter que depuis cette date les CAF Nord et Sud Finistère ont fusionné. Déroff M.L., Havard-Duclos B., avec la collaboration de Le Borgne-Uguen F., (2009), *Logiques d'usage parentales et régulations institutionnelles - Comment évaluer les besoins des familles en matière de mode de garde des jeunes enfants ?*, Rapport ARS-UBO, CAF Nord Finistère, 87p.
- 3 Déroff M.L., Havard-Duclos B., avec la collaboration de Le Borgne-Uguen F., (2009), *Logiques d'usage parentales et régulations institutionnelles. Les « non usagers » : régulations privées des besoins et demandes éducatives*, Rapport intermédiaire ARS-UBO, CAF Nord Finistère, mai 2009, 37p.
- 4 La catégorie « non usagers » renvoie aux familles qui n'ont ni recours à un mode de garde donnant lieu à des prestations directes de la CAF (modes de garde individuels type assistante maternelle ou « congé parental »), ni recours à un mode de garde en structure collective (crèche, halte-garderie) pour leur enfant âgé de moins de 3 ans.

- Contraintes objectives sont aussi des contraintes subjectives : ordonnancement des « choix » : la contrainte intégrée n'est plus une contrainte
- Effets de genre indissociables des effets de « classe »

Questions de méthode :

- Opérer par monographies ? choix de communes à partir des « ressources » du territoire : l'offre en termes de services socio-éducatifs, de l'activité économique, des distances au pôle urbain...
- Ce qui pose la question de la définition du rural et de la pertinence des critères au regard d'une problématique donnée.
- « Observer » des modes de vie : des questions de la méthode dans le champ des recherches sur la famille.
- Temporalités des cycles de vie et « contraintes »/« opportunités » des territoires : par exemple, les opportunités qu'offriraient les territoires ruraux dans le registre de la vie publique se saisissent différemment selon les temporalités familiales, professionnelles...

Lionel Rougé (géographe, ESO, Caen)

Notre propos va chercher (étant non spécialiste de ce champ) à décrypter les rapports sociaux de sexe, et leur évolution, dans les modes de vie des ménages périurbains aux revenus modestes. Il s'appuie essentiellement sur des enquêtes auprès de ménages résidant dans des secteurs du périurbain toulousain ; une première série d'enquêtes ayant été réalisée à la fin des années 1990 (98-00) et une deuxième série réalisée en 2007/2008, il mobilise également, en éclairage, les résultats d'enquêtes plus récentes (2011-2013) auprès de familles, de conditions socioprofessionnelles similaires, rencontrées dans un périurbain lointain ouest francilien (PUCA).

La mobilité des ménages, et en particulier des plus modestes est effectivement très contrainte dans les espaces périurbains – surtout pour les femmes (peu de permis de conduire, pas assez d'équipement en véhicule, desserte alternative faible) et suscite une sédentarité souvent mal vécue ; pour surmonter les difficultés de mobilité et d'accès qui pèsent sur eux, les ménages – et en particulier les femmes – déploient des tactiques ou « arts de faire », voire des stratégies, visant à repenser leur mobilité ou leur immobilité tout en maximisant les ressources tirées de la proximité et d'un ancrage qui s'est construit avec le temps ; que peut-on dire de l'évolution des rapports sociaux de sexe, des négociations conjugales dans le cadre de ces réajustements ? Est-il possible d'identifier des espaces de liberté saisi par ces femmes, et par ces couples, par delà les contraintes et les difficultés surmontées ? De fait, les espaces périurbains des régions métropolitaines étudiées (du moins ceux investigués ici) loin d'être caractérisés par une dispersion généralisée, offrent des lieux de concentration des ressources qui polarisent les pratiques des ménages (emplois, services, aménités) ; les pratiques spatiales des habitant-e-s du périurbain sont autant structurées par la proximité que par la mobilité.

La présentation va s'organiser en 3 temps :

- La mobilité empêchée : entre dépendance au local (S. Fol) et captivité qui présentera une synthèse des résultats des premières enquêtes sur la mobilité, les modes de vie et les rapports sociaux de sexe des ménages modestes dans les espaces périurbains toulousains, en montrant les convergences avec les résultats de nos enquêtes plus récentes.
- Les ressources de la proximité ou la sortie de la captivité, qui rappellera les résultats du retour sur le terrain toulousain, soulignant les réajustements dans le vécu et la manière dont ils impactent le couple et le quotidien des épouses, avec là encore des éclairages sur les investigations récentes.
- Enfin, une synthèse conclusive présentera d'autres figures des effets de genre en périurbain.